

## LES PÊCHERIES

## TEMPÊTES EN NOUVELLE-ÉCOSSE—DÉGÂTS À L'ÉQUIPEMENT DES PÊCHEURS

**M. T. A. M. Kirk (Digby-Yarmouth):** L'ad-joint parlementaire au ministre des Pêcheries est-il au courant des pertes et dégâts qu'ont subis l'outillage et le matériel des pêcheurs du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse par suite des violentes tempêtes qui ont sévi cette semaine et des grands vents qui auraient balayé la côte à quatre-vingts milles à l'heure. S'il est au courant, est-il disposé à ordonner que des fonctionnaires de son ministère enquêtent tout de suite en vue de déterminer l'étendue des dégâts et à aviser aux moyens de venir en aide aux pêcheurs qui ont subi de si grosses pertes financières?

**M. J. Watson MacNaught (adjoint parlementaire au ministre des Pêcheries):** Je remercie l'honorable député de m'avoir averti de sa question. Le ministère des Pêcheries sait que de violentes tempêtes ont fait rage dans le sud-ouest de la Nouvelle-Écosse mais n'a pas reçu de rapport sur l'étendue des dégâts causés.

## JARDIN INTERNATIONAL DE LA PAIX

## SUBVENTION RELATIVE À L'AMÉNAGEMENT

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** La question que j'ai à poser au ministre des Ressources et du Développement économique fait suite à la réponse qu'il m'a donnée le mercredi 19 décembre 1951, et qui figure à la page 2316 du hansard. Revisera-t-on la décision prise au sujet du maintien de la subvention de \$15,000 relative à l'aménagement du Jardin international de la paix? Vu les sommes considérables que nous affectons à la défense, n'y aurait-il pas moyen de continuer le versement de ces quelques dollars à l'appui d'un projet dédié à la paix.

**L'hon. Robert H. Winters (ministre des Ressources et du Développement économique):** Monsieur l'Orateur, je crois que la réponse consignée au hansard est aussi complète que possible. Ces questions font toujours, lorsqu'il y a lieu, l'objet d'un examen de la part du Gouvernement.

(Plus tard)

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. W. G. Dinsdale (Brandon):** Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège. Ainsi qu'en fait foi la page 2316 du hansard, en date du 19 décembre, le ministre des Ressources et du Développement économique

a mentionné en répondant à une question du député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) relativement au Jardin international de la paix dont il a été question ce matin, que des députés avaient déjà fait des demandes à ce sujet. Je tiens à mentionner que, de concert avec le représentant de Souris (M. Ross), je me suis mis en communication avec le ministre à ce sujet, il y a quelques semaines. Les membres de la Chambre savent très bien que mon prédécesseur en cette enceinte, feu M. J. E. Matthews, s'est tout particulièrement intéressé à ce Jardin de la paix.

**Des voix:** Règlement!

**M. l'Orateur:** Je ne vois pas là une raison de poser la question de privilège. A moins que le député n'ait la permission de faire un bref exposé...

**Des voix:** Non!

**M. l'Orateur:** Dans ce cas, je crains de ne pouvoir permettre au député de continuer.

**L'hon. Robert H. Winters (ministre des Ressources et du Développement économique):** Monsieur l'Orateur, pour ce qui est de la question en cause, je crois qu'il n'est que juste de mentionner que le ministre de la Justice m'en a également parlé, de même que le whip de notre parti, l'honorable député de Portage-Neepawa (M. Weir), et les honorables députés de Dauphin (M. Ward) et de Lisgar (M. Winkler).

**M. Mutch:** Regardez aussi de ce côté-ci!

**L'hon. M. Winters:** Je crois de fait qu'il serait plus sûr de mentionner que presque tous les députés de la province du Manitoba m'en ont parlé.

## TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE-NORD

## LIVRAISON GRATUITE DE BLÉ ET D'ALUMINIUM

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. George A. Drew (chef de l'opposition):** Vu le stade avancé de la session, je voudrais poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures une question relative à un article paru dans la *Financial Post*, numéro du 22 décembre. Cette publication très sérieuse dit carrément que la demande des nations de l'OTAN voulant que le Canada leur apporte son aide économique sous forme de livraisons gratuites de blé et d'aluminium canadiens promet de devenir une question très litigieuse. La revue ajoute que jusqu'ici le Canada a répondu par un refus catégorique.

J'aimerais savoir si le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut nous renseigner là-dessus, étant donné surtout que d'autres